

**Direction Générale des Services**  
**Laboratoire de Physique des Lasers**  
**Direction des Affaires Juridiques**



**Pouvoir Adjudicateur :**  
Université Sorbonne Paris Nord  
99, Avenue Jean Baptiste Clément  
93430 VILLETANEUSE

**Production et livraison de trois systèmes lasers asservis sur  
cavités ultra-stables pour l'amélioration du réseau de  
l'infrastructure de recherche REFIMEVE**

**Cahier des clauses administratives particulières**

*CCAP n° 2024A00F000006*

**Etendue de la consultation :**

*Le présent marché est conclu conformément à la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2113-1-1° et 2°, L.2113-6 à 7, L.2113-11, L.2120-3°, R.2122-7, L.2124-2, R.2124-2-1°, L.2125-1-1°, L.2191.2 et 4, R.2162-2, R.2162-10, et R.2162-7 à 12 du code de la commande publique*

<b>Article 1 Présentation de l'Université Sorbonne paris Nord .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : objet du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 – Décomposition du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>3-1-Allotissement .....</b>	<b>4</b>
<b>3-2-Tranches .....</b>	<b>4</b>
<b>3-3-Forme du marché .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4- Obligations du titulaire .....</b>	<b>5</b>
<b>4-1-Pièces contractuelles .....</b>	<b>5</b>
<b>4-2-Réparation des dommages.....</b>	<b>6</b>
<b>4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....</b>	<b>6</b>
<b>4-3-1-Protection de la main d'œuvre .....</b>	<b>6</b>
<b>4-3-2-Clause sociale .....</b>	<b>7</b>
<b>4-4- Protection de l'environnement.....</b>	<b>7</b>
<b>4-5-Assurances .....</b>	<b>7</b>
<b>4-6- Obligations relatives à la sous-traitance .....</b>	<b>7</b>
<b>4-8- Obligation de confidentialité et de protection des données .....</b>	<b>8</b>
<b>4-8-1 Obligation de confidentialité .....</b>	<b>8</b>
<b>4-8-2 Protection des données à caractère personnel.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5- Durée du marché .....</b>	<b>9</b>
<b>5-1 Durée.....</b>	<b>9</b>
<b>5-2 Exécution complémentaire .....</b>	<b>9</b>
<b>5-2-1 Modification du contrat .....</b>	<b>9</b>
<b>5-2-2 Réalisation des prestations similaires.....</b>	<b>9</b>
<b>5-3 Prolongation des délais .....</b>	<b>9</b>
<b>5-4- Pénalités de retard .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 6 – Prix et règlement .....</b>	<b>10</b>
<b>6-2- Contenu des prix.....</b>	<b>10</b>
<b>6-2- Variation des prix .....</b>	<b>10</b>
<b>6-3- Modalités de règlement .....</b>	<b>10</b>
<b>6-3-1- Régime des paiements.....</b>	<b>10</b>
<b>6-3-3- Présentation des demandes de paiement .....</b>	<b>10</b>
<b>6-3-4 Répartition des paiements .....</b>	<b>11</b>
<b>6-3-5- Délais de paiement.....</b>	<b>11</b>
<b>6-3-6- Intérêts moratoires .....</b>	<b>11</b>
<b>6-3-7 Déduction des pénalités .....</b>	<b>12</b>
<b>6-4- Avance .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 7 – Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>12</b>

<b>7-1- Lieux d'exécution.....</b>	<b>12</b>
<b>7-2- Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>12</b>
<b>7-2-1 suivi de la prestation .....</b>	<b>12</b>
<b>7-2-2- Emballage .....</b>	<b>12</b>
<b>7-2-3- Transport et livraison .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 8 - Réception et garanties .....</b>	<b>14</b>
8-1 Admission des prestations.....	14
8-2 Garantie.....	15
<b>9-6 Pénalités .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 9 – Résiliation .....</b>	<b>16</b>
<b>9-1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....</b>	<b>16</b>
<b>9-2- Résiliation pour faute.....</b>	<b>16</b>
9-3 Clause commune aux différents cas de résiliation .....	16
<b>Article 10 – Litiges et différends.....</b>	<b>16</b>

## **Article 1 Présentation de l'Université Sorbonne paris Nord**

L'Université Sorbonne Paris Nord est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire qui concilie un haut niveau scientifique – une trentaine de laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm.

Elle est implantée sur trois campus en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, et deux sites délocalisés : La Plaine Saint- Denis et Argenteuil. Elle est fréquentée par 25 000 étudiants.

Elle comprend cinq UFR (4 à Villetaneuse et 1 à Bobigny), un institut (à Villetaneuse) et trois IUT (un par campus) et des directions et services centraux (situés à Villetaneuse).

L'université Sorbonne Paris Nord réunit des personnels de métiers et statuts différents : des enseignants-chercheurs, des enseignants titulaires, des enseignants vacataires, des personnels hospitalo-universitaires, des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, sociaux et de santé (BIATSS)...

- Coordonnée du responsable de ce projet : Etienne Cantin – courriel [etienne.cantin@univ-paris13.fr](mailto:etienne.cantin@univ-paris13.fr) – téléphone – 01 49 40 32 46

## **Article 2 : objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

### **Production et livraison de trois systèmes lasers asservis sur cavités ultra-stables pour l'amélioration du réseau de l'infrastructure de recherche REFIMEVE.**

Ce marché est un accord-cadre mono-attributaire, c'est-à-dire un seul soumissionnaire sera retenu à l'issue de l'analyse des offres.

## **Article 3 – Décomposition du marché**

### **3-1-Allotissement**

Ce présent marché fait l'objet d'un lot unique.

### **3-2-Tranches**

Le marché comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- **Une tranche ferme** : Elle concerne la Production et la livraison de trois systèmes lasers asservis

sur cavités ultra-stables pour l'amélioration du réseau de l'infrastructure de recherche REFIMEVE.

**Et trois tranches optionnelles :**

- **Tranche optionnelle 1** : Système de compensation de la dérive incluant un MEO pour chaque système ;
- **Tranche optionnelle 2** : Système de compensation active de bruit de la fibre pour chaque système ;
- **Tranche optionnelle 3** : l'achat de 1 à 3 systèmes lasers asservis sur cavités ultra-stables supplémentaires.

### **3-3-Forme du marché**

Le présent marché est conclu conformément à la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2113-1-1° et 2°, L.2113-6 à 7, L.2113-11, L.2120-3°, R.2122-7, L.2124-2, R.2124-2-1°, L.2125-1-1°, L.2191.2 et 4, R.2162-2, R.2162-10, et R.2162-7 à 12 du code de la commande publique.

**Le marché commence à partir de sa date de notification et aura une durée de 48 mois.**

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire rémunéré à prix global et forfaitaire.

## **Article 4- Obligations du titulaire**

### **4-1-Pièces contractuelles**

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par l'Université Sorbonne Paris Nord fait foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses administratives Particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- L'offre technique du titulaire.

### **Les pièces générales**

Les principaux documents applicables sont :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur.

- L'ensemble des normes françaises et européennes, les spécifications techniques, dans leur édition en vigueur à la date de consultation, ou autres normes reconnues équivalentes.

Si des évolutions législatives, réglementaires ou normatives surviennent en cours d'exécution des prestations, ces évolutions doivent être prises en compte par le titulaire.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

## **4-2-Réparation des dommages**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

## **4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

### **4-3-1-Protection de la main d'œuvre**

Lorsque la main-d'œuvre nécessaire pour la réalisation de la prestation est employée en France, le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de la pénalité ne pourra toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### **4-3-2-Clause sociale**

Sans objet

#### **4-4- Protection de l'environnement**

Le Titulaire reste seul et pleinement responsable quant au respect des lois et règlements en vigueur en matière de sécurité et environnement.

#### **4-5-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **4-6- Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Déclaré au moment de l'offre ou après la conclusion du marché, le titulaire du marché devra s'engager

à attester auprès de la personne publique que le sous-traitant disposera des capacités professionnelles ou qualifications nécessaires à la réalisation des prestations.

## **4-8- Obligation de confidentialité et de protection des données**

### **4-8-1 Obligation de confidentialité**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Université Sorbonne Paris Nord, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse de l'Université Sorbonne Paris Nord, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Université Sorbonne Paris Nord à résilier le marché aux torts du titulaire.

### **4-8-2 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie s'engage à se conformer à la réglementation relative à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, incluant le Règlement Général européen sur la Protection des Données n°2016-679 dit « RGPD » et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés » telle qu'applicable à la date de rédaction des présentes.

Le titulaire, qui traite des données personnelles, que ces dernières constituent l'objet de sa prestation ou qu'il y accède pour les besoins de l'exécution du marché, demeure responsable conjoint de traitement au sens de la réglementation.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données personnelles par les seuls collaborateurs ayant à en connaître et uniquement pour la durée et les besoins du marché ;
- Fournir aux personnes, au moment de la collecte de leurs données, les informations prévues aux articles 13 et 14 du RGPD ;
- Recueillir, en cas de collecte de données personnelles de santé, le consentement préalable et express des personnes concernées ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, incluant notamment une procédure de gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées et une procédure d'alerte du pouvoir adjudicateur en cas de violation de données personnelles ;
- Limiter les traitements et l'hébergement des données personnelles au seul territoire de l'Union Européenne ;



- Répondre aux demandes d'audit du pouvoir adjudicateur, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant à l'auditeur de réaliser sa mission dans les meilleures conditions.

Au terme du marché, le titulaire s'engage à retourner au pouvoir-adjudicateur les données personnelles en sa possession ou sous son contrôle et à en détruire toute trace, sous réserve des obligations légales s'imposant à lui, qu'il expose au pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties

## **Article 5- Durée du marché**

### **5-1 Durée**

**La durée globale du marché est fixée à 48 mois (4 ans) à compter de sa date de notification.**

Au-delà de ce délai, les pénalités prévues à l'article 5.4 du présent CCAP s'appliqueront. Le marché pourrait être reconduit si les prestations n'ont pas encore été réalisées totalement.

Les tranches optionnelles peuvent faire l'objet d'une décision d'affermissement pendant la durée du marché. La décision d'affermissement se matérialisera par le biais d'un ordre de service sous la forme d'un bon de commande qui pourra être notifié par téléphone ou par courriel.

### **5-2 Exécution complémentaire**

#### **5-2-1 Modification du contrat**

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

#### **5-2-2 Réalisation des prestations similaires**

Conformément à l'article L2122-1 du code de la commande publique, l'Université se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable dès lors que l'un des cas énumérés aux articles R2122-1 à R2122-9 est rempli.

### **5-3 Prolongation des délais**

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Dans le cadre des opérations de vérifications et d'admission : en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard de 50 € HT/jour de retard.

Une pénalité d'exécution de 500 HT sera appliquée. Le titulaire disposera d'un délai de 25 jours pour remédier au défaut d'exécution le cas échéant.

#### **5-4- Pénalités de retard**

En dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard de **100€ HT** sera appliquée par jour calendaire de retard.

### **Article 6 – Prix et règlement**

#### **6-1- Contenu des prix**

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau à prix unitaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG / FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **6-2- Variation des prix**

Pour la première année d'exécution du contrat, les prix, exprimés en euros, seront fermes et non révisables.

À partir de la deuxième année et pour chaque période annuelle suivante, les prix pourront être révisés sur présentation d'un indice approprié fourni par le titulaire.

#### **6-3- Modalités de règlement**

##### **6-3-1- Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-23 du code de la commande publique.

##### **6-3-3- Présentation des demandes de paiement**

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'annexe financière (DPGF) à l'acte d'engagement. Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

Le titulaire adressera à l'Université Sorbonne Paris Nord, après acceptation des prestations, les factures détaillées qui comprendront obligatoirement les mentions suivantes :

- l'objet et les références du présent marché « **2024A00F000006**»,
- le descriptif de la prestation,

- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA, si applicable
- le montant TTC de la prestation
- le numéro du bon de commande dit « Sifac ».

Les factures devront être déposées sur le portail Chorus Pro pour l'université Sorbonne Paris Nord n° de Siret : 19931238000017.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire. Cependant, il peut avoir des exemptions ou des conditions spécifiques, surtout si les biens sont destinées à des projets d'intérêt public comme dans le cadre de la recherche universitaire. Dans ce cas la TVA ne s'applique pas. En tout état de cause, le titulaire transmet à l'Université Sorbonne Paris Nord le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Si la présentation des factures n'est pas conforme à ces dispositions, le délai global de paiement de 30 jours ne commencera de courir qu'à compter du jour de réception de la facture en bonne et due forme.

Tout envoi de facture par d'autres modes de transmissions sera considéré comme non réceptionné et ne fera pas courir le délai global de paiement.

#### **6-3-4 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

#### **6-3-5- Délais de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la livraison par le pouvoir adjudicateur.

#### **6-3-6- Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### **6-3-7 Déduction des pénalités**

L'université se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues au présent CCAP. En telle hypothèse, le titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. L'université veillera à informer le titulaire du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

### **6-4- Avance**

Une avance est accordée au titulaire du marché. Elle est fixée entre 5 et 30 % en fonction de la durée du marché et du prix. Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avancement.

## **Article 7 – Conditions d'exécution des prestations**

### **7-1- Lieux d'exécution**

La livraison et l'installation auront lieu au :

**Laboratoire de physique des lasers, salle D017, 99, Avenue Jean Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE**

### **7-2- Conditions d'exécution des prestations**

La prestation doit être exécutée dans les conditions suivantes :

#### **7-2-1 suivi de la prestation**

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Université Sorbonne Paris Nord, pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par l'Université Sorbonne Paris Nord ou les personnes qu'elle mandate à cet effet.

#### **7-2-2- Emballage**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. En application de l'article 20.2.1 du CCAG FCS, les emballages restent la propriété du titulaire.

#### **7-2-3- Transport et livraison**

L'équipement doit être livré neuf et en parfait état de fonctionnement.

Le Titulaire indique dans son offre, de façon explicite, les modalités de transport et de livraison de l'équipement.

Il indique par quelle voie (aérienne, ferroviaire, maritime, etc) et via quel(s) prestataire(s) [si livraison non internalisée], il compte procéder à la livraison. Il indique lorsque la livraison est réalisée par voies multiples (*ex : aérienne + ferroviaire*).

Il indique également quelles sont les mesures de sécurité mises en place pour garantir l'intégrité physique de l'équipement et les mesures mises en place pour réduire au maximum l'impact environnemental du transport et de la livraison de l'équipement.

Les indications précitées sont des indications minimales à intégrer par le Titulaire dans son mémoire technique concernant les modalités de livraison.

- **Livraison jusqu' à l'université**

Le titulaire devra indiquer sur son offre la livraison jusqu'à l'université.

Dans le cadre de cette prestation, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Tout dommage qui affecterait l'équipement à fournir avant ou pendant la livraison sera de la responsabilité totale du Titulaire.

La décision de sélectionner l'offre de base ou l'offre variante sera communiquée au Titulaire lors de la notification d'attribution du marché.

La proposition d'une offre variante par le titulaire n'est pas obligatoire.

- **Délais de livraison**

Le délai de livraison à réception du bon de commande devra être inférieur à 8 mois, et préférentiellement inférieur à 4 mois. Le titulaire devra indiquer sur son offre le délai de livraison.

- **Suivi de la livraison**

Le Titulaire assure un suivi étape par étape de la livraison auprès du Pouvoir adjudicateur. Ce suivi doit permettre au Pouvoir adjudicateur de connaître à tout moment le lieu où se trouve l'équipement à partir du moment où celui-ci quitte le lieu de production. Le Pouvoir adjudicateur sera informé par écrit des différentes étapes de la livraison (changement de moyen de livraison/transport, changement de prestataire dans la prise en charge, etc) par le Titulaire.

- **Procès-verbal de livraison**

Un procès-verbal (PV) de livraison, daté du jour de la livraison effective de l'équipement, sera produit par le Titulaire. Il sera signé par le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur.

Le PV sera produit dans le cadre de l'offre de base, pour la livraison site de l'université (LPL).

## **Article 8 - Réception et garanties**

### **8-1 Admission des prestations**

L'Admission des prestations du marché est la décision par laquelle le Pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, aux stipulations du présent marché, des prestations réalisées par le Titulaire. Elle donne lieu à la signature par le Pouvoir adjudicateur d'un document dit de « service fait ».

La décision d'admission constitue le point de départ du délai de paiement stipulé à l'article 10-3-5 du présent CCAP et des délais de garantie applicables aux livrables prévues dans le cadre du marché.

La décision d'admission intervient après la vérification des prestations.

#### **8-1-1 Modalités de réalisation des vérifications**

Les prestations, objet du marché, sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Le Titulaire avise le Pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. La date interviendra nécessairement à l'issue de la livraison ou le cas échéant, de l'installation des livrables fournis (pour les livrables nécessitant une installation).

Le Pouvoir adjudicateur effectue, dès que la livraison ou l'installation des livrables est effective, les opérations de vérification qualitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire. Les opérations de vérification qualitatives sont les vérifications portant sur les aspects techniques du livrable (dimensions, capacité, etc). Le Pouvoir adjudicateur peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée dans le procès-verbal de livraison ou d'installation.

Les opérations de vérification qualitative non simples, dites complexes, concernant les aspects techniques du livrable dont la conformité ne peut être vérifiée au moment de sa livraison ou de son installation sont menées par le Pouvoir adjudicateur dans un **délai maximum de trois (3) mois suivant la date de livraison ou d'installation du livrable**. La date de livraison ou d'installation retenue est celle indiquée sur le procès-verbal de livraison ou d'installation signé par les Parties. Passé le délai précité, le Pouvoir adjudicateur réalise l'admission ou le rejet des prestations dans les 15 jours calendaires suivants. Le Pouvoir adjudicateur a également la possibilité d'ajourner sa décision ou d'imposer une réfaction du prix du marché au Titulaire. A défaut d'une décision dans le délai de 15 jours précité, les prestations sont réputées admises.

L'ajournement est la décision prise par le Pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le Titulaire ; cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations corrigées, dans un délai de 45 jours calendaire en dérogation à l'article 34 du CCAG/MI.

La réfaction est la décision prise par le Pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Les opérations de vérifications qualitatives prendront la forme d'une série de tests auxquels seront soumis le livrable. Les tests qui seront menés sont indiqués au CCTP (cf. 2.V).

En dérogation à l'article 32.2.1 du CCAG/MI, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du Titulaire.

### **8.1.2 Modalités de réalisation de l'admission**

La décision d'admission, prononcée sous réserve des vices cachés, est notifiée au Titulaire par écrit (courrier électronique ou courrier recommandé avec accusé de réception).

La date de notification de la décision d'admission est :

- la date à compter de laquelle le transfert de propriété est effectif ;
- la date à partir de laquelle le Titulaire peut adresser sa demande de paiement au Pouvoir adjudicateur. Il a toutefois la possibilité d'adresser des demandes d'acomptes conformément au calendrier indiqué à l'article du 10-5 présent CCAP.

## **8-2 Garantie**

Le matériel devra être couvert par une garantie minimale de 24 mois appliquée à la totalité du matériel fourni par le fabricant (pièces, main d'œuvre et frais de déplacement compris). La possibilité d'une maintenance à distance peut être le délai de disponibilité des pièces de remplacement et devra s'étendre sur 10 ans minimum.

## **9-6 Pénalités**

En dérogation à l'article 15 du CCAG/MI, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de défalquer des demandes de paiement transmis par le Titulaire, le montant des pénalités listées au présent article sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Les pénalités listées au présent article

sont cumulables entre elles.

#### **9-6-1 Pénalités de retard (hors transmission livrables)**

En cas de retard imputable au Titulaire pour le délai de livraison, une pénalité de retard journalière de **100€ TTC** sera appliquée par jour calendaire de retard. La pénalité sera applicable à partir du lendemain du terme du délai contractuel.

#### **9-6-5 Pénalité d'exécution**

Le non-respect de l'une des obligations du Titulaire comme cela est précisé dans le présent CCAP et les CCTP peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de **100 euros TTC par faute** sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure. Cette pénalité est cumulable à l'ensemble des pénalités précitées.

### **Article 9 – Résiliation**

#### **9-1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le présent accord-cadre peut être résilié par la personne publique en l'absence de faute pour des motifs d'intérêt général après préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception en application de l'article 42 du CCAG FCS.

La résiliation devra intervenir sans porter atteinte aux droits à paiement acquis par le prestataire avant la date de résiliation.

#### **9-2- Résiliation pour faute**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent accord cadre, aux torts du titulaire, sans indemnités et sans préavis, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations notamment :

- En cas d'inobservation d'une clause du marché, des conditions et des objectifs qui y sont fixés ;
- En cas de manquement manifeste vis-à-vis de ces dernières par le titulaire ou d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 2143-3 du code de la commande publique.

Le principe du droit à paiement acquis ne s'applique pas dans ce cas de figure.

#### **9-3 Clause commune aux différents cas de résiliation**

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en instance ainsi que tout bon de commande émis avant la date de résiliation. En cas de résiliation pour faute, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire.

### **Article 10 – Litiges et différends**



En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

### **Article 11 : Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 5-4 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS concernant les pénalités de retard.